

# Marchés publics fédéraux

## Synthèse des audits 2023-2024

Les marchés publics sont exposés à des risques considérables, qu'ils soient juridiques ou liés à l'efficacité, l'efficacité et l'économie.  tant donné leur incidence sur les finances publiques et l'économie du pays, la Cour des comptes accorde une attention particulière à la régularité de la passation et de l'exécution de ces marchés. Elle contrôle également le bon emploi des deniers publics et s'assure du respect des trois principes d'économie, d'efficacité et d'efficience dans ce cadre. Les recommandations concrètes qu'elle formule visent à répondre de manière constructive aux manquements constatés en matière de légalité et de régularité et à propos du respect de ces trois principes.

Dans cette nouvelle publication, la Cour des comptes rend compte des audits des marchés publics qu'elle a réalisés depuis son rapport pr c dent (*Marchés publics dans l'administration fédérale*, avril 2023), en ce qui concerne l'organisation des adjudicateurs fédéraux et la maîtrise de leurs processus. La Cour y synthétise huit audits de marchés publics fédéraux dans le cadre desquels elle a analysé 267 dossiers pour un total de 989,7 millions d'euros HTVA ainsi qu'une sélection de factures de 44,9 millions d'euros HTVA au total.

Plus concrètement, la Cour a examiné la régularité d'une sélection de marchés publics passés par le SPF  conomie, la Police fédérale, le Centre d'étude de l'énergie nucléaire, le SPF Emploi, Beliris, Ypto, TUC Rail et Infrabel. Elle a également analysé l'organisation et le contrôle interne du processus d'achat de ces adjudicateurs fédéraux (  l'exception d'Infrabel).

La Cour des comptes sélectionne ses audits sur la base d'une analyse de risques en prenant en compte des critères tels que l'intérêt sociétal, le seuil de signification et les risques inhérents à la procédure d'achat suivie ou à la politique de l'entité auditée. Des thèmes transversaux, tels que la centralisation des achats fédéraux, les marchés de longue durée, les accords-cadres ou les marchés de services spécifiques (comme de la consultance ou des prestations juridiques) peuvent aussi faire l'objet d'un audit. Par ailleurs, la Cour essaie d'auditer périodiquement et d'une façon cyclique les adjudicateurs fédéraux les plus importants.

Elle constate pour la plupart des adjudicateurs fédéraux audités que la réglementation sur les marchés publics est généralement assez bien maîtrisée et respectée. Elle relève néanmoins une série d'erreurs et de manquements relativement fréquents au niveau de la préparation et de la passation, mais aussi de l'exécution du marché.

Cette publication offre une synthèse, par audit , des constats, conclusions et recommandations principaux. D'après la Cour des comptes, les erreurs et les manquements les plus importants ou récurrents sont :

- une **application incorrecte** ou une **non-application de la réglementation sur les marchés publics**, essentiellement en ce qui concerne :
  - Ypto : comme le révèle l'analyse des dépenses auditées, Ypto n'applique pas (correctement) la réglementation sur les marchés publics et n'en respecte que partiellement voire pas du tout les principes généraux ;
  - TUC Rail : la société n'a passé aucun marché public pour plus de la moitié des achats destinés à couvrir ses besoins propres, malgré l'existence d'un trajet de régularisation.

- une **préparation négligente** du marché ou des documents de marché et une **estimation** du marché **inexistante ou insuffisamment étayée** ;
- une **motivation matérielle insuffisante** ou **inexistante du recours à la procédure exceptionnelle** telle que la procédure négociée sans publication préalable ou la procédure concurrentielle avec négociation ;
- l'absence d'un examen exhaustif et systématique des **motifs d'exclusion obligatoire** pour vérifier si un candidat ou un soumissionnaire doit être exclu d'un marché ;
- la non-réalisation d'une **vérification des prix** lorsqu'elle est requise ;
- l'absence de publication (dans les délais) d'un **avis d'attribution de marché** ;
- un **cautionnement** absent, ou non constitué dans les délais ;
- l'absence de vérification de la souscription par l'adjudicataire des **assurances** requises (dans les documents du marché) ;
- le non-respect des **délais** de vérification et de **paiement** des factures.

La Cour des comptes reconnaît que la taille, l'organisation interne, les missions spécifiques et le personnel disponible des diverses entités fédérales jouent un rôle déterminant dans la gestion des marchés et le contrôle interne des achats. Bien qu'elle observe de nombreuses initiatives en la matière, telles que le recours de plus en plus fréquent à un accord-cadre ou la professionnalisation plus poussée de la fonction d'achat, la Cour formule à nouveau une série de recommandations générales :

- regrouper et centraliser au maximum les besoins dans une entité ;
- centraliser et confier autant que possible à des services d'achat spécialisés le déroulement, la supervision et la coordination des procédures d'achat ;
- disposer d'un registre central et complet des marchés publics passés pour avoir un aperçu des processus d'achat d'une entité et suivre les accords-cadres ainsi que les contrats pluriannuels ;
- conserver soigneusement tous les documents relatifs à la passation et à l'exécution d'un marché dans un dossier (électronique).

Les réponses des départements, organismes et ministres concernés sont intégrées dans ce rapport.